

La crise sanitaire débouche sur une crise économique et sociale de grande ampleur, les licenciements se multiplient, le chômage et la précarité s'amplifient.

La parole à Benoît Teste (FSU), Marie Buisson (CGT) et Simon Duteil (Solidaires).

✓ **ÉÉ** : *Comment des organisations syndicales peuvent-elles, dans cette période, tenir les deux bouts de l'urgence sociale et de la bifurcation écologique ? Le risque n'est-il pas que l'urgence sociale et la défense de l'emploi effacent dans les prochains mois les urgences écologiques ?*



Benoît Teste : Le danger existe, en effet, de revenir à « *l'environnement, ça commence à bien faire !* » de Nicolas Sarkozy en 2010. Mais depuis, la crise environnementale a fait son chemin, les périls deviennent hélas plus concrets et, avec eux, l'idée même qu'on ne peut pas se passer de la transition écologique ni même

la reculer. « *L'écologie on verra plus tard* » apparaît de plus en plus comme une incongruité car sans rupture avec la manière dont notre monde fonctionne, il n'y aura pas de plus tard !

Mais, si la violence de l'épidémie a permis une prise de conscience sur la vulnérabilité de l'humanité, on connaît aussi les habiletés du capitalisme à retourner les situations et à tirer parti des crises pour durcir ses principes et augmenter ses profits.

D'une certaine manière, l'opposition entre emploi et environnement, qui peut exister dans certaines situations, est très pratique et en tout cas instrumentalisée pour en masquer une autre, bien plus prégnante dans notre monde : d'un côté l'emploi qu'on préserve pour avoir une production locale en faisant évoluer et en améliorant la qualification des salarié-es, en investissant dans l'outil de production de manière à ce que la production soit de qualité et propre, et de l'autre la loi du profit, qui se fiche éperdument de ne pas polluer ou de ne pas accaparer les ressources. Or, que favorise-t-on sinon la loi du profit quand on ne prévoit aucune contrepartie au plan de relance ? Notre tâche est de continuer à rendre cela visible en l'illustrant le plus concrètement possible.

De la part du gouvernement, aucune volonté de « pause » dans la nécessaire transition écologique n'a été théorisée mais elle est présente en filigrane, par exemple dans le rétropédalage sur certaines mesures préconisées par la convention citoyenne pour le climat ou encore par les mesures en faveur des néonicotinoïdes.



Marie Buisson : Il y a un risque effectivement de retrouver dans la crise des oppositions que nous voulons dépasser avec le collectif « Plus jamais ça ! ». Mais c'est un risque habituel, celui d'être tellement absorbé par

À L'ÉPREUVE DE L'



PHOTOS : D. R.

les activités quotidiennes du syndicalisme et la défense des travailleurs et travailleuses que l'on n'a plus le temps de réfléchir et de se projeter à moyen terme, de proposer d'autres choix économiques, sociaux, environnementaux. Les tensions et la perspective de disparition de centaines de milliers d'emplois pourraient nous pousser à « aller à l'essentiel », c'est-à-dire la bataille pour la préservation de ces emplois, mais elles peuvent aussi renforcer le sentiment d'urgence qui est aussi à l'origine de notre démarche commune. Notre constat commun initial est que l'économie libérale organisée autour du profit immédiat et de la distribution de dividendes aux actionnaires détruit nos emplois, notre environnement et parfois nos droits. Au contraire donc, la crise sanitaire et toutes ses conséquences économiques et sociales confirment qu'il y a urgence à imposer la conditionnalité des aides aux entreprises, la réduction du temps de travail, l'accès à des formations qualifiantes aux nouveaux métiers, au renforcement des services publics par des embauches et des investissements, etc.

Simon Duteil : C'est un vrai risque. Quand on apprend qu'on va perdre son boulot, la priorité du moment c'est de chercher à ne pas se retrouver à la rue. Surtout que la situation actuelle, avec des centaines de milliers de personnes en plus au chômage et dans la pauvreté, fait peser l'angoisse de la rarefaction des emplois et de l'accès au travail. Pour autant, il faut



rappeler la réalité. Les suppressions d'emplois sont liées en partie à la crise économique suite au confinement, en particulier dans les PME. Mais c'est aussi, pour beaucoup de grosses entreprises, un effet d'aubaine avec des licenciements ou des fermetures/délocalisations utilisées pour maintenir aux actionnaires leurs taux de profits, tout en entretenant parfois une petite musique pour en reporter la cause sur « la transition écologique ». Ce sont les

URGENCE ÉCOLOGIQUE



mêmes qui vont profiter des subventions publiques ... sans contreparties. On est loin des discours du printemps sur la « relocalisation ».

Pour autant, une partie des travailleuses et des travailleurs concerné-es savent qu'il ne faut pas réfléchir l'emploi sur du court terme : si maintenir l'activité c'est seulement se battre pour un repreneur qui va se gaver d'argent public et refaire le même scénario « chantage à l'emploi / licenciements / fermeture » quelques années après, c'est peine perdue. Ça oblige du coup à réfléchir sur le moyen terme, à l'activité et à des stratégies de maintien des compétences. Cette réflexion sur le moyen terme est percutée par le sentiment d'urgence climatique et écologique qui implique qu'il faille changer les moyens et la finalité de la production.

Les syndicalistes doivent aider à organiser et coordonner les luttes défensives pour l'emploi, c'est primordial. Mais il

faut porter, dans le même temps, des perspectives fortes et unifiées, telle que la semaine des 32 heures. La réduction du temps de travail (à ajuster dans les réalités professionnelles) est typiquement une mesure profondément sociale et écologique. C'est ce qui permet d'unir tout le monde, qu'on soit privé d'emploi ou non. Mais c'est aussi une mesure qui permet de rediscuter de la production et qui libère du temps. D'ailleurs, la Convention citoyenne a discuté sérieusement des 28h hebdomadaires... Donc oui, les risques existent, mais on a les moyens de peser pour que l'urgence écologique ne soit pas sacrifiée.

✓ **ÉE** : *Après des tribunes et la production d'un plan de sortie de crise, les organisations de « Plus jamais ça ! » appellent à aller au plus proche du terrain, au plus près des salarié-es pour construire des initiatives et le rapport de force. Concrètement, comment peut-on construire ces initiatives et avec quel objectif pour les prochains mois ? Quelles difficultés sont devant nous, et comment les contourner ?*

SD : L'idée générale, c'est de pouvoir créer des alliances locales, qui se construisent au plus près des luttes, qui permettent à chacun-e de prendre conscience de ce qu'il se passe à côté, de s'unir et d'agir collectivement. Concrètement il faut proposer des cadres souples localement pour échanger et définir les actions à mener. Dans les mois qui viennent, il faut mener en priorité des actions sur la préservation de l'emploi, sur la question de la relocalisation, sur le combat contre les projets inutiles socialement et écologiquement. Les principales difficultés, qu'on retrouve dans toutes les démarches unitaires, c'est le sectarisme qui s'accompagne en général du syndrome « tour d'ivoire » et surtout le désintérêt.

MB : Notre objectif est maintenant d'aller débattre largement de nos propositions qui soulèvent des questions, des oppositions et sont encore incomplètes. Nous voulons mener ce débat sur

les lieux de travail avec les premier-es concerné-es par nos propositions. Nous disons souvent à la CGT que les travailleurs et les travailleuses sont les meilleur-es expert-es de leur travail et que ce sont donc leurs réflexions et leurs actions collectives qui apporteront les solutions pour éviter les fermetures d'entreprises ou de services. Notre première initiative sur le site de La Chapelle Darblay, où les salarié-es se battent contre le démantèlement de leur usine, était une démonstration très claire de la validité de la démarche ! En effet, ce sont les salarié-es qui, au long de l'histoire de l'usine, ont mené la bagarre pour rénover, diversifier leur outil de production, monter une filière de recyclage et autoproduire l'énergie pour alimenter les machines. Ce sont elles et eux qui, aujourd'hui, luttent contre le patron d'UPM qui a décidé de délocaliser la production, fermer le site et licencier. C'est un exemple mais il y en a de très nombreux autres... Nous devons pouvoir aider à faire connaître ces projets porteurs d'alternatives positives et concrètes, conjuguer nos forces militantes. Notre difficulté sera évidemment d'arriver à créer le rapport de force pour les imposer face à des patrons à la recherche de rentabilité immédiate et à des pouvoirs publics qui se déclarent toujours impuissants face aux contingences économiques.



BT : La difficulté majeure peut venir de ce qui a été développé dans la première question : entre pouvoir d'achat et croissance, entre volonté de sauvegarder l'emploi et préservation de la planète, entre « fin du monde et fin du mois », il y aurait des contradictions indépassables et une incapacité à penser les imbrications. Dès lors qu'on considérerait l'écologie

comme un supplément d'âme, une sorte de verdissement de nos revendications, alors en effet le risque serait de la traiter à part, quand on peut le faire, le « vrai » syndicalisme demeurant celui qui s'occupe des questions économiques et sociales. Et, corollaire de cela, les revendications écologiques seraient cantonnées à un petit groupe de militant-es qu'au mieux on laisserait faire. Enfin, cela pourrait aboutir à ce que les questions écologiques, déconnectées des autres enjeux du syndicat, demeurent dans l'épuration des idées et dans la théorisation.

D'où l'idée, dans les prochains jours, d'illustrer de la manière la plus concrète possible autour d'enjeux locaux et par des débats thématiques les enjeux que nous portons. La FSU aura à cœur de participer à toutes les initiatives, et sans doute peut-être apporter quelques spécificités dans ces débats : « Plus jamais ça ! » peut-être par exemple l'occasion de reprendre une campagne pour une fonction publique indépendante, garantie, entre autres, d'un contrôle indépendant des normes environnementales, ou encore de la nécessité d'une éducation qui prenne en compte la question environnementale comme une question socialement vive en donnant donc aux élèves l'ensemble des clés de compréhension des enjeux. C'est-à-dire des

SUITE PAGE 20. →

contenus de formation de qualité qui permettent de former les futur-es travailleuses et travailleurs dont la transition écologique a besoin et qui permettent ensuite les évolutions et les adaptations nécessaires.

✓ ÉÉ : Vos trois organisations se retrouvent souvent dans des combats communs, construisent ensemble des initiatives depuis de nombreuses années à l'instar de l'intersyndicale femmes. La participation active de vos syndicats à cette dynamique avec des associations articulant urgence sociale et écologique peut-elle alimenter un processus de rapprochement proprement syndical ?

MB : Nos trois organisations syndicales mènent souvent des luttes communes localement et nationalement. Ces combats communs montrent, il me semble, que nos différences sont moins des divergences de fond que des choix différents sur les modes de structuration et de fonctionnement de nos organisations. Il ne faut surtout pas nier ces différences et leur poids, il faut souvent une attaque grave contre les travailleurs et travailleuses pour arriver à les dépasser, comme ça a été le cas l'hiver dernier avec le projet de réforme des retraites. Les débats sont parfois plus difficiles lorsqu'il s'agit de faire ensemble des propositions, pourtant nous avons aussi eu l'occasion de le faire régulièrement. Le travail commun dans « Plus jamais ça ! » nous donne à nouveau l'occasion de débattre de notre projet de société mais il nous décentre aussi en nous confrontant à des questions environnementales qui ne sont pas celles que nous traitons le plus souvent ensemble. La présence d'associations et d'ONG dans le collectif modifie le fonctionnement, la culture militante n'est pas tout à fait la même, nous sortons tous de notre « zone de confort », de nos habitudes militantes communes. Nous avons aussi fait le choix délibéré dès le départ de nous appuyer sur nos points d'accord en acceptant que nos désaccords ne soient pas des blocages. La recomposition syndicale n'est pas un objectif du collectif, mais en y participant ensemble nous emmagasinons une nouvelle expérience commune forte et assez enthousiasmante...ça n'est jamais perdu !

SD : Si l'unité syndicale et l'action unitaire ne sont pas une solution magique à la crise du syndicalisme et ne doivent pas se faire à n'importe quel prix, elles doivent néanmoins continuer à être impulsées mais elles doivent également être réfléchies, discutées et débattues dans nos structures aussi bien qu'avec les autres organisations syndicales avec lesquelles nous travaillons. Nous avons mis dans nos statuts que notre organisation était un outil et pas une fin en soi. Même si c'est l'objet d'une longue histoire, de positionnements théoriques et de pratiques quotidiennes différentes, nous continuons de penser que la division syndicale n'est pas une bonne chose : elle affaiblit notre camp social face à un pouvoir politique et économique plus fort et



PHOTO : D. R.

plus uni qui sait mettre de côté ses divergences pour mieux nous exploiter. Je reste persuadé que plus on travaille ensemble à toutes les échelles, plus ça donne des chances à des possibilités de rapprochement. Évidemment les structures associatives ou les ONG ne sont pas des structures qui se positionnent dans la lutte des classes. En fait, on peut penser, qu'en plus du travail intersyndical classique, le travail « extérieur » au syndicalisme nous aide à nous rapprocher et à voir que nos différences ne sont pas si importantes... Mais si la bonne entente de nos structures nationales est une bonne chose, il faut construire l'unité à la base dans les différents secteurs et territoires pour pouvoir avancer.

BT : « Plus jamais ça ! » peut en effet marquer une étape qualitative du processus de rapprochement car ce n'est pas seulement de la mise en commun, c'est aussi une réinvention de chacun d'entre nous qui se joue à travers ce cadre nouveau, il y a une vraie dynamique qui peut nous élever au-dessus de ce que nous sommes. Car au fond, c'est notre capacité à être porteurs, avec d'autres, d'une alternative crédible qui est en jeu.

Ce cadre nous permet aussi de nous sortir de nos habitudes et le travail avec les associations est de ce point de vue salutaire. Leurs pratiques et leurs manières de militer ne sont pas toujours les mêmes, mais ce que nous avons découvert ou approfondi pour certain-es, c'est qu'ils ont, comme les syndicats, cette culture militante et cette volonté de représenter une société civile en recherche de cadres d'expression. Notre volonté commune est finalement qu'on écoute et qu'on prenne en compte celles et ceux qui font le monde au quotidien, qu'ils ou elles s'expriment en tant que citoyen-nes ou en tant que travailleur-euses. Cependant, ce cadre n'ayant pas vocation à permettre, même à long terme, une fusion de toutes les associations et syndicats qui y participent, il ne nous exonère pas de la nécessité de poursuivre le débat sur l'unification strictement syndicale. Le travail qui se mène dans ce cadre, en tout cas, montre à nouveau de nombreuses convergences de vues et renforce la pertinence de la construction d'une force syndicale nouvelle qui serait capable de regrouper nos énergies éparpillées sans amoindrir ce que nous sommes les uns et les autres. Il est une occasion de plus de travailler ensemble et, de ce point de vue là aussi, tout approfondissement de nos échanges est bon à prendre pour construire pas à pas un syndicalisme plus uni à la hauteur des enjeux d'aujourd'hui et de demain. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR
JULIEN RIVOIRE